

# Pour des bâtiments plus durables grâce à une ambitieuse politique de rénovation

## Déclaration du groupe UNSA

Centrale, la question du logement traverse toutes les commissions du Conseil. C'est à ce titre que cet avis a fait l'objet d'une expérimentation de transversalité, qu'il nous faudra expertiser.

Ce sujet touche en effet l'ensemble des questions économiques, sociales et environnementales et devra faire l'objet, à notre sens, d'autres travaux.

Les bâtiments sont la 2ème source d'émissions de CO2, après les transports, notamment du fait de leurs mauvaises isolations thermiques et donc d'une gabegie énergétique notamment pour se chauffer, et de plus en plus se rafraichir en période de canicule.

Le rythme et la nature des actes de rénovation actuels sont insuffisants. Ces carences ont en outre un effet délétère pour un nombre croissant de ménages, locataires ou propriétaires, jusqu'alors relativement épargnés. De nombreuses collectivités peinent également à rénover leurs bâtiments publics.

Les mesures incitatives portées par la transition écologique s'accumulent depuis le Grenelle de l'Environnement de 2009, sans que soient véritablement interrogées leurs capacités structurelles à répondre aux objectifs puisque reconduites sur leurs principes et faiblement reformulées en exigences. Ma prime Rénov ne permet toujours pas de financer les rénovations globales, seules à même de changer structurellement la qualité de l'isolation. Par la même, il n'existe aucun lien entre rénovation énergétique et accessibilité, là où cela, pourtant permettrait un investissement global au service de la santé de chacun. C'est dans ce sens que l'UNSA plaide pour un guichet unique.

Il y a pourtant urgence écologique, économique et sociale à changer profondément de paradigme, en y incluant également plus de justice sociale et ce dès à présent. Une mise en œuvre progressive devrait permettre de cibler en priorité les ménages modestes résidants dans les passoires thermiques tout en étant plus exigeant envers les multi propriétaires de 5 logements et plus.

Pour l'UNSA, il faut passer à d'autres solutions, des objectifs plus exigeants et contrôlés d'obligations en volume et surtout en qualité de résultats. Pour cela, il est nécessaire de créer un choc d'offre via la structuration d'un marché garanti par les leviers concomitants d'obligation normative et de mise à disposition d'un système de financement pérenne et véritablement ambitieux, gage d'un investissement social plus fort.

C'est également un gisement d'action d'embauches stables et de travail rémunérateur pour les salariés.

Ces solutions sont de différents ordres (subventions, prêts aidés, crédits d'impôts etc.), à décliner selon la situation financière des ménages, la configuration de leur habitat et soumises à la conditionnalité des aides pour les propriétaires.

L'UNSA, si elle reconnaît le travail fait en commission, regrette que cet avis ne porte pas davantage une vision plus renouvelée, transversale et prospective y compris sur la montée en puissance d'une filière professionnelle. Les solutions préconisées sont trop en deçà des réflexions menées dans notre organisation. L'UNSA s'est abstenue.